

Politique alimentaire

politique alimentaire. Il serait opportun de demander ce que le gouvernement a fait depuis l'année dernière, car la conclusion de son document sur la stratégie alimentaire déposé aujourd'hui est que nous devons procéder à une évaluation plus poussée de la production alimentaire de notre pays avant de pouvoir établir un programme définitif.

Ces déclarations comprennent également toutes sortes de banalités ronflantes sur la production alimentaire dans notre pays. Et comme d'aucuns l'ont déjà remarqué, certaines de ces banalités sont contradictoires. Le ministre de la Consommation et des Corporations parle d'un système de marché. Le ministre de l'Agriculture, quant à lui, préconise des offices de commercialisation et une vente dirigée. Cela me semble des objectifs contradictoires. Peut-être que la remarque de Walter Steward dans son livre est fort à propos. Il a dit que «diviser pour tromper» était l'un des objectifs de ce gouvernement en matière de politique alimentaire. Il s'efforce de diviser le consommateur et le producteur et, en même temps, de les tromper tous les deux.

Cette déclaration sur la politique alimentaire, si c'en est une, est fondée sur le même vieux système de marché que nous connaissons depuis des années. Elle n'analyse aucun des problèmes de l'ancien système de marché. Elle ne propose absolument aucune modification. Le ministre a beau dire qu'elle prévoit des changements, laissez-moi analyser certains des changements que nous propose aujourd'hui le ministre de la Consommation et des Corporations. Il nous dit tout d'abord que le gouvernement fournira régulièrement aux consommateurs des renseignements sur les prix des aliments de base. Qu'entend-il par là? Si cela revient à fournir certains renseignements sur les prix d'après chaque magasin, cela pourrait peut-être être utile aux consommateurs; mais je suis certain qu'il ne le fera pas.

Deuxièmement, il nous dit que le gouvernement va renforcer les services d'inspection alimentaire. Qu'est-ce que cela veut dire? Va-t-il vraiment s'occuper des cochonneries et autres aliments synthétiques vendus dans le pays? Il ne le dit pas. Troisièmement, il nous dit que le gouvernement va collaborer avec les provinces pour mettre au point des directives nationales en matière d'inspection alimentaire. Nom de Dieu, monsieur l'Orateur, j'espère qu'il collaborera effectivement avec les provinces! Qu'y a-t-il donc de nouveau là-dedans? Quatrièmement, il déclare que le gouvernement va s'efforcer d'améliorer la productivité, l'efficacité et la compétitivité dans le domaine de la production, de la transformation, de la distribution et de la vente au détail des produits alimentaires. Le gouvernement répète cela sans doute depuis 110 ans. Cinquièmement, il nous dit que le gouvernement s'assurera que tous les postes dans les commissions, organismes et autres institutions seront remplis par des personnes très expérimentées à même de fournir des vues pondérées. Mais j'espère que le gouvernement le fait déjà. J'espère également que toutes les personnes nommées à ces commissions ne seront pas des candidats libéraux défaits aux élections, et que quelques-unes auront des vues pondérées.

Enfin, le ministre fait remarquer que le gouvernement va donner de plus en plus d'importance à la sécurité alimentaire et à la nutrition, au niveau fédéral et de concert avec les gouvernements provinciaux. Là encore, monsieur l'Orateur, toutes ces banalités sont édifiantes, mais que va faire exactement le gouvernement? L'ensemble des gouvernements au

Canada ont dépensé l'année dernière environ un million de dollars pour la diffusion de renseignements sur la nutrition, pendant que les chaînes alimentaires privées dépensaient, de leur côté, 90 millions de dollars environ pour annoncer leurs produits. Que compte faire le gouvernement dans ce domaine? Là encore, il n'en dit rien.

Le ministre de l'Agriculture reprend ces mêmes lieux communs, mais ne donne pas de précisions sur une politique précise. Par exemple, il nous parle d'un programme de stabilisation international. Le gouvernement en a toujours parlé, mais que va-t-il faire pour chercher à stabiliser les prix de l'alimentation dans le monde? Pour lui, toutes les difficultés des agriculteurs peuvent être résolues grâce à la loi sur la stabilisation des prix agricoles et la loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest; ces merveilleux programmes seront donc maintenus. Il ne parle nullement de les améliorer, bien que les revenus nets des agriculteurs aient diminué de 31 p. 100 en janvier 1977, par rapport à janvier 1976. On ne nous propose rien de nouveau à cet égard. Pourtant, nous savons que ces programmes ne sont pas équitables et qu'ils ne réussiront pas à améliorer les revenus des agriculteurs au Canada.

Le ministre nous parle également de notre politique commerciale et de la nécessité de la réexaminer. Comment va-t-il s'y prendre? Quelles sont les nouvelles idées qu'il nous propose? Que va-t-il faire au sujet des droits de douane? Le droit moyen sur les produits agricoles au Canada est inférieur à ½ p. 100, alors que le droit moyen sur les produits de fabrication est d'environ 20 p. 100 ou plus. Que va-t-il faire dans ce domaine? Il n'y a que des inepties et de vagues généralisations dans ce verbiage sur la politique alimentaire. Ce sont des déclarations vides qui n'apportent rien de nouveau.

● (1250)

On tergiverse depuis un an à propos d'une stratégie alimentaire. On devait assurer la coordination au Canada et prévenir une crise qui me semble imminente. Nous avons depuis un an deux ministres qui se contredisent et s'opposent. Ils nous ont présenté des documents et des opinions opposés. Ils ont maintenant réussi à présenter une déclaration qui n'est qu'un compromis et un fatras d'idées. C'est un document absolument et complètement insignifiant. C'est un truc typique des libéraux pour campagne électorale.

Entre temps, il y aurait bien des choses à faire. Comme l'a mentionné le député d'Ottawa-Carleton (M^{me} Pigott), il y a pénurie de nourriture dans le monde. Comment nourrirons-nous ces populations? Nous ne pouvons le faire maintenant. Comment les nourrirons-nous quand je serai à la retraite? Les ministres devraient s'occuper de ce problème. On ne fait rien pour l'utilisation des terres. Le ministre de l'Agriculture déclare qu'environ 250 acres par jour de bonnes terres agricoles sont soustraites à la production au Canada. Personne au gouvernement fédéral ne veut réserver les bonnes terres à la production alimentaire. On ne fait rien pour rendre les produits alimentaires disponibles chez nous en dépit du fait que le Canada soit déjà un importateur net de produits alimentaires, mis à part les céréales et les graines oléagineuses.

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: Le ministre de la Consommation et des Corporations a déclaré que nous n'aurions pas de problème d'approvisionnement en produits alimentaires dans un avenir prévisible. Notre déficit s'élevait à 1.5 milliard de dollars l'an dernier.